

Les Canadiens que j'ai rencontrés m'ont confirmé, de leur côté que l'on a besoin d'une présence canadienne permanente en Afrique. Il m'est apparu de jour en jour plus clairement que notre action a fait naître un espoir chez nos amis africains et que nous devons poursuivre et intensifier notre association avec eux dans le développement de leurs pays.

LES PROBLÈMES DE L'AFRIQUE

Pendant mon séjour de deux semaines en Afrique, j'ai trouvé les gouvernements préoccupés des problèmes apparemment insolubles de l'Afrique australe. Ces questions ont été examinées à fond lors des Conférences du Commonwealth et tout dernièrement en janvier à la réunion de Singapour. J'ai insisté auprès des gouvernements africains pour leur faire reconnaître le rôle indispensable que le Commonwealth doit jouer, à notre avis, dans l'examen du difficile problème de la discrimination raciale et de ses répercussions.

Dans les cinq pays visités, l'attitude du Canada vis-à-vis des problèmes de l'Afrique australe a été bien comprise et acceptée. Les dirigeants africains, avec qui je me suis entretenu, ont exprimé leur satisfaction à l'égard de la position canadienne sur ces questions, position que nous avons précisée dans nos déclarations publiques et que nous avons confirmée par notre façon de voter aux Nations Unies.

Dans mes entretiens avec les hommes politiques africains, j'ai souligné le besoin d'apporter une solution pacifique aux problèmes de l'Afrique australe. Des hostilités de grande envergure en Afrique ne pourraient qu'amener la ruine de l'économie des nations noires, et anéantir tout espoir d'une vie meilleure pour leurs populations. Ces hostilités feraient inévitablement entrer en jeu des puissances de l'extérieur et pourraient engendrer un nouveau conflit dont l'ampleur égalerait la tragédie du Moyen-Orient ou du Vietnam.

Nous devrions, je crois, nous rendre compte du fait que nos moyens d'influencer les minorités blanches racistes de l'Afrique australe sont limités et peuvent surtout s'exercer sur le plan multilatéral, par l'intermédiaire des Nations Unies et du Commonwealth. Nous ne saurions mieux faire que d'offrir notre appui économique et politique aux pays en voie de développement de l'Afrique; nous pouvons ainsi contribuer positivement à la solution de ses graves problèmes, et c'est là que notre principal effort devrait porter. Cet effort devrait se révéler beaucoup plus satisfaisant, tant pour les Africains que pour les Canadiens, qu'un gaspillage d'énergies en gestes insignifiants destinés à étaler au monde notre rectitude morale en matière de questions raciales.

LA QUESTION DE LA FRANCOPHONIE

J'ai soulevé avec les autorités congolaises et ivoiriennes la question de la francophonie et expliqué la position du Canada vis-à-vis cette assemblée de pays unis par la culture et la langue françaises.

J'ai pu assurer mes interlocuteurs que le Canada s'était engagé d'une façon irréversible à l'égard de cette coopération des pays francophones, en général, et plus particulièrement à l'endroit de l'Agence de coopération culturelle et technique dont nous sommes membres à part entière. J'ai saisi cette occasion pour souhaiter de la part de pays africains un engagement tout aussi complet et entier de leur part dans cette organisation afin de promouvoir la compréhension et l'entraide mutuelles. A mon avis, une telle compréhension permettra un épanouissement plus rapide et plus complet de tous les peuples concernés.

De plus, j'ai fait remarquer que si la coopération avec les pays d'Afrique d'expression française avait été lente et modeste au départ, c'était notre intention, maintenant qu'elle a atteint le niveau de notre coopération dans les pays d'Afrique du Commonwealth, de la continuer non seulement pour le bénéfice des pays récipiendaires, mais aussi pour le bien du Canada en affirmant le caractère biculturel de notre pays.

IMPRESSIONS GÉNÉRALES

De cette tournée pourtant trop brève en Afrique, je garde des impressions vives et chaleureuses.

D'abord, le Canada jouit d'une grande réputation et d'un grand prestige sur ce continent. Les Africains nous font confiance et c'est cette confiance qui nous oblige à partager avec eux un peu de nos ressources en nous faisant leurs partenaires dans des programmes de développement économique et social. Cela, nous pouvons le faire en offrant à l'Afrique les meilleurs résultats des secteurs où les Canadiens en sont venus à acquérir une compétence particulière.

Cette entreprise conjointe profitera non seulement aux Africains mais aussi aux Canadiens. Nos compatriotes qui travaillent sur le continent africain à des titres divers, qu'il soient jeunes ou vieux, missionnaires ou bénévoles, représentants de l'ACDI ou hommes d'affaires, participent à des travaux utiles, constructifs et essentiels. Lorsqu'ils seront revenus au Canada, ce qu'ils auront appris de la condition humaine leur sera précieux et nous aidera tous à mieux comprendre le monde où nous vivons. Et, s'il faut une justification économique à l'aide extérieure, les pays africains, à mesure qu'ils se développent agrandiront le marché des produits canadiens, surtout des biens d'équipement, et le commerce devrait s'accroître, à l'avantage des deux partenaires. Déjà, dans certains des pays les plus étendus, le Nigéria et le Congo-Kinshasa, par exemple, d'intéressantes possibilités commerciales ont commencé à surgir.

La coopération et l'aide que nous offrons à l'Afrique peuvent devenir une des manifestations les plus pratiques de notre caractère national. Le Canada et l'Afrique se sont tous deux enrichis de deux grandes cultures et de deux langues d'Europe; le Canada de même que les pays d'Afrique que j'ai visités travaillent actuellement à raffermir chez eux l'unité